

Expressions Solidaires

Journal de l'Union Syndicale Solidaires

n° 31 - Juin 2007 - 0,76 euros

Sarkozy élu la lutte continue

Nicolas Sarkozy a été élu Président de la république. Nous avons analysé son programme comme étant "en totale contradiction avec nos revendications". Dans la foulée des présidentielles, les élections législatives risquent de conforter sa majorité : c'était d'ailleurs le sens de la réforme institutionnelle, voulue - ironie de l'histoire - par Lionel Jospin et qui a placée les législatives après les présidentielles dans le cadre du quinquennat, renforçant encore ainsi le présidentielisme de la V^e République. Dans cette nouvelle situation politique, nous jugerons l'action du nouveau Président et de son gouvernement sur ses actes et ses décisions. Il y a la forme : la croisière au lendemain de son élection sur le yacht de son ami, le milliardaire Vincent Bolloré ; la nomination d'un gouvernement "d'ouverture" ; son engagement dans la campagne des législatives, confirmant s'il en était besoin, son désir de tout contrôler et d'être le patron d'un "État Sarkozy"... Et il y a le fond : il a clairement réaffirmé que "personne ne devait dénaturer son projet" ! La feuille de route du gouvernement a été tracée : défiscalisation des heures supplémentaires, nouvelles franchises médicales à la charge des assurés, bouclier fiscal, refonte du Code du travail et contrat de travail unique, régimes de retraites, service minimum et droit de grève, durcissement de la justice et mise en place du très douteux "ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale"... Le Medef ne s'y est pas trompé et ne cachait pas sa satisfaction le soir même de l'élection.

Sans doute, le président va attendre que les législatives soient passées pour préciser dans le détail son calendrier. Il annonce qu'il va privilégier le "dialogue social" : il va sans nul doute chercher à obtenir le soutien (ou la neutralité) d'une partie du mouvement syndical en espérant ainsi affaiblir par avance la riposte sociale. Rappelons-nous que lors du mouvement des retraites en 2003, le ministre des Affaires sociales avait réussi à diviser le mouvement en emportant le soutien de la CFDT, ce qui avait contribué à l'échec du mouvement. Ce ministre s'appelait François Fillon : il est aujourd'hui Premier Ministre !

La responsabilité du mouvement syndical va être grande dans les semaines et les mois à venir : il devra faire preu-



© Joël F. Volson

ve de la plus grande vigilance pour ne pas se laisser piéger par une "pseudo" concertation, de la plus grande fermeté sur le fond des dossiers et d'unité pour construire les rapports de forces nécessaire.

L'Union syndicale Solidaires, sous ce gouvernement

comme sous les autres, en toute indépendance syndicale est déterminée à défendre les revendications des salariés, des précaires, des chômeurs et des retraités.

Le syndicalisme est plus que jamais un outil indispensable aux salariés.

Consultez notre site : www.solidaires.org